

## **Au Sud-Kivu, le pouvoir fait des journalistes des griots**

*Un constat plutôt amer se dégage au regard de la profession du journaliste communicateur dans la province du Sud- Kivu : la presse y est quasi- inexistante si l'on considère à leur juste valeur les paramètres qui doivent définir ce métier. Les journalistes, mal payés, en sont réduits à monnayer leurs articles pour une interview auprès de leurs "sponsors" , hommes politiques ou hommes d'affaires. Seules les radios, subventionnées par des ONG ou des églises, arrivent parfois à briser le mur de la peur. Mais le problème du manque de formation reste crucial dans cette région enclavée.*

Les acteurs de la radio et de la télévision officielles, regroupés au sein de la RTNC sont perçus par la population comme ce qu'ils sont réellement : des propagandistes, des haut-parleurs qui diffusent à longueur de journée, " La voix de leur Maître " sans aucun sens critique. Certains vont jusqu'à l'excès de rôle en enjolivant, pour un intérêt ou un autre, le message qui leur a été imposé. Ils donnent leur propre point de vue, toujours dans le sens de celui des autorités locales, usant et abusant de la menace et de l'injure à l'endroit de quiconque ose émettre un avis contraire. Ils sont de ce fait pris en otage par le pouvoir.

La plupart de ceux qui travaillent dans cet organe n'ont pas de formation professionnelle suffisante et ont appris le métier sur le tas. Ceci fait qu'ils sont facilement pris en otage par le pouvoir qui fait d'eux des griots, des fanatiques qui n'ont pour seule liberté que de chanter la gloire-mitigée au demeurant- de celui qui les commande sans même leur payer les services rendus.

De ce fait, les postes, fonctions et autres avantages s'octroient à la tête du client. Pour preuve, la RTNC/BUKAVU a changé huit fois de Directeur en quatre ans de rébellion. La vérité impose qu'il existe dans l'organe officiel quelques réels professionnels, mais qui n'osent pas faire montre de leur professionnalisme de peur de se faire taper sur les doigts. A côté de la RTNC, l'Agence Congolaise de Presse (ACP), organe hautement propagandiste qui n'existe que de nom, se contente, par ignorance de ce qu'elle doit faire ou par manque de moyen, de rédiger une au deux dépêches vantant les " mérites " du Gouverneur de province ou des autres témoins du RCD. Un bulletin est publié à Goma, dont le public ignore jusqu'à l'existence. Pour ce qui est de la télévision, on y voit des films (la plupart en anglais pour une population à 100% francophone), des clips de musique ou encore des sermons d'évangélistes locaux ou occidentaux.

Aucun journal n'est publié à Bukavu, le pouvoir faisant tout pour tenir la population à distance de ses magouilles et autres malversations et détournements. Il est vrai que pendant un temps, très court, le Gouverneur a sponsorisé et dirigé le Courrier du Kivu qui n'est pas allé plus loin que le n°4 à cause de l'accueil très peu chaleureux réservé par la population.

### **Formation fort aléatoire**

Si à Bukavu et au Sud-Kivu, il n'existe aucune station de télévision privée, on y dénombre toutefois 3 stations de radio, la radio participative *MAENDELEO* constituée par une vingtaine d'ONG locale, la radio *AVE MARIA* de l'Archidiocèse catholique de Bukavu et la radio *KAHUZI* des églises protestantes.

La première chose qui caractérise ces différents organes audiovisuels, c'est le manque de professionnalisme évident des journalistes qui les animent. Moins de cinq journalistes sur la quinzaine qu'emploient ces trois organes ont reçu une formation fort aléatoire dans une institution peu appréciée de la ville, l'Institut Supérieur de l'Audiovisuel. De ce fait, les autres " professionnels " de ces maisons y ont été recommandés et introduits soit par des sponsors et autres animateurs (prêtres et pasteurs pour les uns, ONG membres de la radio pour les autres), soit ont été engagés sur base d'amitié ou de liens de fraternité qui les liaient aux dirigeants de ces entreprises de presse. Ceci a pour effet que les médias audiovisuels privés courent le danger de disparaître à tout moment. D'un côté ils ne survivent financièrement et matériellement que grâce aux subventions de leur tuteurs respectifs et autres sponsors occasionnels étrangers (plus de financement voudrait dire plus de radio).

D'un autre côté, le journalisme est devenu par la force des choses un métier prisé de tous au point que tout le monde rêve d'y entrer sans se demander si le travail qu'il fait ou pense faire, est conforme aux préceptes et à la déontologie régissant la profession. Si encore il ne se bornait pas à résumer dans un bulletin d'information des nouvelles glanées sur Internet et à l'écoute des radios étrangères.

Il n'existe donc aucun véritable journal d'information à Bukavu et au Sud-Kivu. Les seuls rares titres paraissant sporadiquement sont de simples feuillets de liaison publiés par différentes associations et ONG, sponsorisés par les bailleurs des fonds étrangers. Ces organes et publications sont rédigés par les animateurs de ces associations et ONG qui, s'ils maîtrisent très bien les domaines du développement ou des droits de l'homme, n'ont pour la plupart aucune compétence en matière journalistique ou communicationnelle. La qualité technique et rédactionnelle s'en ressent forcément. La population se trouve donc réduite à se fier au seul son de cloche que lui martèle le pouvoir par le canal de la RTNC et de ses troubadours de l'information.

### **Journalistes refusés d'accès**

Il n'existe aucune liberté de la presse au Sud-Kivu et particulièrement à Bukavu. Bien plus, les journalistes eux mêmes tuent leur métier et l'étouffent dans l'œuf. N'a-t-on pas vu des journalistes refusés d'accès dans l'une ou l'autre conférence de presse pour avoir posé des questions qui énervent le conférencier, simplement parce que cette autorité, acculée et incapable de répondre, ne donne pas le " coupage ", à savoir le petit pécule dédaigneusement distribué à la fin de la séance ? Et gare à l'imprudent qui ne transmettra pas fidèlement le message pour lequel il a été payé.

Nous terminerons par une simple recommandation : le journaliste de Bukavu et de tout l'Est du Congo devrait chercher à se professionnaliser pour dynamiser la profession et cesser de se prostituer pour un pécule de misère, par ailleurs fort proche de la corruption. Il faudrait aussi encourager la création de véritables maisons de presse, créer de vraies écoles de journalisme ou tout au moins organiser régulièrement des séminaires de formation et autres recyclages.

*Cyprien Biringingwa*  
*Société civile Sud-Kivu*